

NATIONALISATION DES

Ces jeunes Algériens

Pour marquer ma contribution au 47^e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures du 24 février 1971, j'avise ceux qui vont me lire que je ne vais pas m'appesantir sur l'événement, directement, et d'une manière technique — parce que n'étant pas spécialiste —, mais que je l'aborde sous un autre angle, celui du souvenir.

Je vais l'aborder à partir de ses implications qui ont conduit les jeunes d'alors à prendre l'initiative, plutôt leurs responsabilités, en allant dans le concret pour dire que

car longtemps proscrites par le colonialisme. Ils vivaient ce fougueux enthousiasme à tous les niveaux et saisissaient la nécessité de contenir ces élans et les mettre à profit sur le terrain de la réalité. Et à propos de ce terrain, nos jeunes étaient à l'écoute de tous les événements, internes et externes, qui intéressaient notre pays. Ainsi, et pour entrer dans le vif du sujet, le devoir de mémoire nous oblige à nous remémorer ce combat au quotidien d'une jeunesse qui prenait l'initiative, à chaque occasion, en se lançant dans

nus de l'Algérie au titre de la fiscalité se sont élevés à 60 millions de dollars pendant que les recettes globales perçues par les sociétés étrangères se chiffraient à 360 millions de dollars. Le déséquilibre qui s'exprimait dans le rapport de 1 à 6 apparaît d'autant plus scandaleux que la règle de partage était censée être celle du fifty-fifty.

En outre, les opérations en aval de la production et des différentes phases de transformation des hydrocarbures sont la source d'importants revenus sur lesquels l'Etat ne percevait aucun profit. De ce fait, il y avait là une situation incompatible sur les fondements de la révolution..., cette révolution dont le principal objectif se situait dans la maîtrise des leviers économiques, comme souligné précédemment. En effet, cet objectif fondamental a été retenu par notre pays qui a souverainement décidé, au lendemain de son indépendance — surmontant ainsi les amertumes et les vicissitudes du passé —, d'entretenir des relations de coopération privilégiées avec la France. Cette politique était basée sur un échange d'intérêts entre partenaires égaux et également souverains... Les accords de 1965 portaient une promesse, celle précisément d'une coopération assainie de toutes les séquelles coloniales⁽³⁾.

Mais, autant l'Algérie pouvait s'enorgueillir d'avoir respecté, à la fois, et l'esprit et la lettre des accords, autant le partenaire français semblait avoir mis un point d'honneur à faillir à ses obligations essentielles. Une telle attitude, au bout de cinq années d'expérience, ne pouvait entraîner, naturellement, que déception et frustration⁽⁴⁾.

Quelles étaient donc les conséquences de cette situation ? Eh bien, rien n'était plus pressant pour notre pays que de s'assurer le contrôle véritable des richesses de son sol et de son sous-sol. En tout état de cause, l'Algérie, pour sa part, et contre les vents et marées de la contestation néocoloniale, affirmait sans ambages que tout pouvait être négociable de façon sérieuse, hormis la souveraineté du peuple, l'indépendance de la patrie et les options politiques et économiques fondamentales.

C'est ainsi que le contrôle de nos richesses devenait un processus inéluctable. Il répondait à des impératifs politico-économiques sur lesquels l'Algérie n'admettait aucune discussions et, encore moins, aucune concession. Elle voulait renforcer son indépendance dans tous les domaines et, par voie de conséquence, plusieurs aspects de la coopération étaient rendus caducs. C'était pour elle une constante décolonisation qu'elle menait afin de se libérer de tous les liens

Par Kamel Bouchama, auteur



te..., de cette jeunesse qu'on disait capable d'œuvrer avec engagement et détermination pour promouvoir le développement industriel dans le pays, afin de rattraper rapidement le retard économique de 130 années d'exploitation coloniale.

Partant de cette logique, et après avoir étudié les conditions de réussite d'une telle «aventure», celle qui se présentait sous l'aspect concret d'un séminaire international, regroupant les jeunes des pays producteurs de pétrole, la JFLN, comme à l'accoutumée, a pris l'initiative courageuse d'aller au-devant d'une mission difficile, jamais osée par d'autres organisations ou institutions politiques de masse. Oui, cette organisation nationale a pu se placer en leadership de la jeunesse du tiers-monde par son montage et sa direction d'une grandiose et parfaite rencontre planétaire pour discuter et célébrer les décisions énergiques prises par l'Algérie le 24 février 1971, à l'occasion du 15^e anniversaire de la création de l'UGTA.

Voyons à présent la préparation du séminaire international. Ainsi, une fois l'enjeu saisi et la volonté politique clairement définie, il fallait se démenier pour réussir cette rencontre internationale. Les jeunes comprenaient que l'Algérie décidait d'entrer dans la phase de réalisation des conditions objectives et nécessaires à la création d'une industrie pétrolière nationale aux différents niveaux : recherche, production, transport, raffinage, distribution, pétrochimie et commercialisation.

C'est alors que les tenants et aboutissants de cette grandiose manifestation ont été discutés sérieusement. Les possibilités ainsi que les moyens, pour lui permettre une bonne

Quelle volonté et quel dynamisme animaient nos jeunes d'hier qui se sentaient concernés, au plus haut point, par le lourd héritage que leur a légué la guerre de Libération nationale. Ils donnaient le meilleur d'eux-mêmes pour se débarrasser des séquelles du colonialisme et conquérir le progrès, et ainsi ils étaient obligés de manifester leurs profondes convictions pour sensibiliser ceux de leur génération sur la nécessité d'une mobilisation générale afin de prendre sérieusement en charge la construction de l'Algérie.

cette décision révolutionnaire les attachait davantage à leur pays, du fait qu'elle venait pour reconquérir définitivement sa souveraineté à travers les richesses de son sous-sol. Ainsi, je me suis créé cette occasion propice pour parler de ces jeunes qui ne se sont pas permis d'exalter et glorifier, seulement, en envoyant exclusivement des messages de soutien, mais de se choisir consciemment un créneau — celui que nous allons traiter —, à travers leurs actions dynamiques et déterminantes, pour conforter les décisions justes que leur pays a eu le courage de prendre, en défiant les grandes puissances de ce monde. En effet, l'Algérie a relevé un challenge de par cette nationalisation car, si elle a été «certes un événement national, ses répercussions internationales ont aussi marqué durablement l'industrie mondiale et le commerce international des hydrocarbures»⁽¹⁾.

Quelle volonté et quel dynamisme animaient nos jeunes d'hier qui se sentaient concernés, au plus haut point, par le lourd héritage que leur a légué la guerre de Libération nationale. Ils donnaient le meilleur d'eux-mêmes pour se débarrasser des séquelles du colonialisme et conquérir le progrès, et ainsi ils étaient obligés de manifester leurs profondes convictions pour sensibiliser ceux de leur génération sur la nécessité d'une mobilisation générale afin de prendre sérieusement en charge la construction de l'Algérie. Ils s'imposaient cette mission en travaillant inlassablement pour faire oublier l'image affreuse des bombardements sauvages, des arrestations arbitraires, des exécutions sommaires et des lynchages continus et rappeler, aux jeunes du monde, l'imposant sacrifice des leurs pour que vive l'Algérie. Ils racontaient ainsi la résistance farouche de leur peuple face aux multiples événements. N'étaient-ce pas là les prémices d'une relève engagée dans la voie des aînés, et qui prenait ses orientations dans le patrimoine révolutionnaire de son pays ? La réponse est oui, parce qu'en réalité, cette relève se composait de jeunes, des promoteurs d'idées nobles qui, quelques mois auparavant, portaient le «treillis» des djounoud de l'ALN ou l'habit du condamné, quelque part, dans une des prisons de l'Algérie colonisée ou d'ailleurs, dans l'ancre de l'ennemi. Ceux-là ne pouvaient s'arrêter au beau milieu du chemin. Ils ont fait le serment de transmettre aux jeunes leur désir ardent de continuer le combat jusqu'au progrès, jusqu'au bien-être, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de traces de colonialisme dans ce pays dévasté par tant de haine et de violence.

C'était cette ambiance d'alors qui les faisait plus aguerris et leur commandait de renouer avec leurs traditions, leur Histoire et leur culture pour les développer davantage,

des «aventures», aussi courageuses que déterminantes, pour conforter les décisions justes de l'Algérie, qui venaient consolider notre souveraineté nationale.

Pourquoi la jeunesse soutenait la nationalisation des hydrocarbures ?

«La nationalisation des hydrocarbures le 24 février 1971 a sonné le «tocin» pour les derniers restes de la colonisation française en Algérie. Ainsi, notre pays a ouvert la voie au recouvrement définitif de sa souveraineté sur l'ensemble des richesses de son sous-sol.»

C'est le communiqué de l'APS, de février 1971, exprimant la position du pouvoir d'alors qui ne lésinait sur aucun moyen pour reprendre ses droits sur ses propres richesses, longtemps spoliées et exploitées par le colonialisme.

Quelques jours après cet événement historique, l'organisation de la Jeunesse du Front de libération nationale (JFLN), consciente de son rôle agissant au sein de la société algérienne, décide de la tenue d'une rencontre planétaire, qui devait réunir à Alger les jeunes des pays producteurs d'hydrocarbures, afin de les sensibiliser sur les fondements des révolutions, dont l'un des objectifs était, et sera constamment, la maîtrise des leviers économiques. La JFLN — véritable Ecole du militantisme, et ce qualificatif n'était pas de trop — œuvrait dans l'esprit de la continuité de cette glorieuse révolution de Novembre. Ainsi, elle démontrait, dans toutes ses actions, que l'Algérie n'était pas celle des années soixante et qu'elle n'était plus abandonnée à elle-même, se débattant dans les problèmes de toutes sortes qui résultaient précisément de la guerre coloniale menée contre notre peuple. Ceux-là, les problèmes, étaient nombreux et la JFLN était d'autant plus consciente qu'elle en faisait son credo pour aller de l'avant dans la sensibilisation des jeunes pour une meilleure prise en charge par le travail et le rendement dans tous les secteurs de l'économie nationale.

En effet, elle était consciente de l'état inqualifiable dans lequel notre pays nous a été rendu après notre indépendance que nous avons arrachée de haute lutte, un pays meurtri, sans cadres et sans équipements, le règne du dénuement le plus total en un mot. Le trésor de l'Etat n'a-t-il pas été restitué avec un déficit de 200 milliards de francs anciens, pour s'en tenir à cet exemple seulement ? Evidemment, les palliatifs et les euphémismes étaient de circonstance.⁽²⁾

Mais parmi les plus criardes iniquités, nous relevons par exemple celle de 1963, où sur la base d'une production de 23 millions de tonnes de pétrole brut commercialisé, les reve-

Mais parmi les plus criardes iniquités, nous relevons par exemple celle de 1963, où sur la base d'une production de 23 millions de tonnes de pétrole brut commercialisé, les revenus de l'Algérie au titre de la fiscalité se sont élevés à 60 millions de dollars pendant que les recettes globales perçues par les sociétés étrangères se chiffraient à 360 millions de dollars. Le déséquilibre qui s'exprimait dans le rapport de 1 à 6 apparaît d'autant plus scandaleux que la règle de partage était censée être celle du fifty-fifty.

néo-colonialistes. N'était-ce pas, en quelque sorte, dans l'esprit des recommandations de l'ONU, la plus haute instance du monde qui, dans une importante résolution, réaffirmait «le droit inaliénable de tous les pays d'exercer leur souveraineté sur les ressources naturelles dans l'intérêt de leur développement national» ? ⁽⁵⁾

La préparation du Séminaire international des jeunes des pays producteurs de pétrole

La JFLN était à l'écoute ; mieux encore, elle se plaçait en noyau dynamique d'une jeunesse issue d'un combat anticolonialis-

réussite, ont été étudiés, recensés et décidés. Le regretté Madani Souah⁽⁶⁾, secrétaire général de la JFLN d'alors, et Abdelkader Saâdna, responsable des Relx (relations extérieures), ont eu la main lourde et... heureuse puisque, aussitôt le projet porté à la connaissance de nos responsables, aussitôt il a été accepté. Kaïd Ahmed devait charger Mohamed-Cherif Messaâdia et Bélaïd Abdesselam de faire le reste avec le président de la République, qui avait été briefé par ses soins sur le sujet.

Cette tâche dévolue à la jeunesse n'était pas aisée car, sans l'appui et l'assurance des autorités de cette époque, la JFLN, quand bien même partait-elle d'une logique militante, ne pouvait prendre, à elle seule, ce pari audacieux.